



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – LL – 2026 – I – 19

Installations classées pour la protection de l'environnement

Commune de Harnes

Société Linéage

Arrêté du - 4 FEV. 2026 portant abrogation de la mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais,

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2021 autorisant la société Kloosterboer à exploiter une plateforme logistique frigorifique (bâtiments grande hauteur (KBH1 et KBH2) située dans la zone industrielle de la Motte du Bois à Harnes (62440) ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 délivré à la société Kloosterboer située dans la zone industrielle de la Motte du Bois à Harnes (62440) ;

Vu l'arrêté du 29 août 2025 mettant en demeure la société Linéage de respecter les dispositions de l'article 8.6.1.5 de l'arrêté d'autorisation du 9 mars 2021 susvisé et de l'article 5 de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 23 décembre 2022 susvisé ;

Vu l'arrêté n°2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la lettre du 7 avril 2025 actant le changement de nom de la société Kloosterboer devenu Linéage ;

Vu la visite, du 14 octobre 2025, de l'inspection de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France effectuée sur le site ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL Hauts-de-France du 12 décembre 2025 suite à la visite du 14 octobre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- les constats réalisés durant la visite d'inspection du 14 octobre 2025 sont suffisants et répondent aux exigences de la mise en demeure susvisée ;
- il convient donc d'abroger l'arrêté de mise en demeure du 29 août 2025 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 29 août 2025 susvisé, pris à l'encontre de la société Linéage, dont le siège social est situé dans la zone industrielle de la Motte du Bois à Harnes (62440) et qui exploite une plateforme logistique frigorifique située à la même adresse, sont abrogées.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la sous-préfète de Lens et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Linéage et dont une copie sera transmise à la mairie de Harnes.

À Arras

Pour le préfet,
Le secrétaire général



Christophe Marx

Copie :

- à la société Linéage ;
- à la sous-préfète de Lens ;
- au maire de Harnes ;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de l'Artois.

